



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

COMMUNIQUE DU JUGE YOU BUNLENG  
CO-JUGE D'INSTRUCTION

Je suis extrêmement honoré d'avoir été nommé en tant que Président de la Cour d'appel du Royaume du Cambodge et ainsi que membre du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Cette nomination me permettra de jouer un rôle important dans la mise en application la réforme judiciaire et légale au Cambodge, particulièrement pour la mise en œuvre du code de procédure civile et du code de procédure pénale qui ont été récemment promulgués. La Cour d'appel qui est une instance supérieure dans l'ordre judiciaire du Royaume du Cambodge est chargée d'assurer l'uniformité de l'interprétation et de l'application des lois. Mes expériences passées dont celle acquise plus particulièrement aux CETC vont me permettre de participer activement à la réforme judiciaire assurant ainsi la garantie de l'Etat de droit au Cambodge, qui sont des priorités nationales à long terme.

En même temps ma tâche en tant que co-juge d'instruction national aux CETC est très importante pour mon pays et pour l'humanité. Tant que les CETC envisagent que ma présence est essentielle il est mon devoir de continuer à assurer qu'il n'y ait aucune interruption ou retard dans le processus. Par conséquent, je continuerai ma mission aux CETC jusqu'au moment où une transition appropriée pourra se faire. Pour cela j'ai consulté les membres de mon personnel ainsi que mon homologue international pour atteindre une solution mutuellement acceptable et constructive qui ne perturbe pas notre travail.

Nous reconnaissons que, conformément à la loi des CETC et à l'accord de 2003, les co-juges d'instruction sont nommés pour la durée de l'instruction. Cependant, les deux textes prévoient aussi la nomination des co-juges d'instruction suppléants, montrant que la possibilité de changement est ici clairement prévue.

Les CETC, comme toute autre cour, prévoient l'éventualité qu'un juge national ou un juge international soit dans l'incapacité de continuer ses fonctions dans des circonstances exceptionnelles.

Je crois que les arrangements que nous allons mettre en application dans le cadre de cette circonstance particulière sont parfaitement conformes à la loi des CETC et à l'Accord.

15 Août 2007

-----

